

# Face à la crise agricole, des solutions existent.

Communiqué de presse La France Insoumise 65

## Les agriculteur.ice.s disparaissent.

En France, c'est moins 8000 chaque année et la moitié de ceux qui restent partira à la retraite dans moins de dix ans.

## Notre souveraineté alimentaire s'affaiblit.

En France, les importations ont doublé depuis les années 2000. Les prix explosent : augmentation de 10% en un an avec dans le même temps une baisse de la rémunération aux agriculteur.ice.s !

## Des solutions existent...

Pour garantir un revenu décent aux agriculteur.ice.s, condition première pour enrayer ce déclin et stopper l'inflation alimentaire nous proposons :

- D'instaurer des prix planchers garantis qui permettent une juste rémunération des producteur.rices.
- De fixer des coefficients multiplicateurs qui encadrent le prix final des produits alimentaires tout en limitant les marges de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution.

Ces éléments seraient établis par une négociation interprofessionnelle annuelle associant la puissance publique pour garantir le respect de l'intérêt des agriculteur.ice.s.

En parallèle, nous proposons des mesures pour

## Inverser la tendance à la désertification de nos campagnes et favoriser l'installation de jeunes agriculteur.rices :

- Créer une « caisse de défaisance » pour reprendre la dette ceux.celles qui souhaiteraient se convertir à l'agriculture biologique.
- Soutenir les mécanismes d'entraide et de remplacement afin de reconnaître le droit à des congés.
- Donner accès aux conjoint.es collaborateur.rices au statut d'agriculteur.rice et à une véritable protection sociale.
- Refonder l'accompagnement à l'installation et à la transmission (actuellement, 2/3 des nouveaux installés n'accèdent pas aux aides).
- Rendre éligibles aux aides à l'investissement, les coûts de restructuration.
- Augmenter le nombre de lycéen.ne.s formé.es dans les lycées agricoles par la création de 263 nouvelles classes.

Ces mesures seront épaulées par le développement de filières de distribution locales au travers de Projets Alimentaires Territoriaux (PAT, auxquels nous proposons de consacrer 240 millions d'euros par an -triplement du budget).

Cela permettra d'adapter la production alimentaire locale aux besoins d'un territoire donné, de développer les circuits courts (AMAP, supermarchés coopératifs, ...) et d'assurer des débouchés massifs dans la restauration collective aux agriculteur.ice.s engagés dans la transition écologique.

Ce développement des circuits courts participera à la réduction de la circulation des marchandises et l'utilisation des emballages.

## Relocaliser la production agricole et nourrir correctement la population... un défi pour le pays et pour les Hautes Pyrénées.

Notre département est réputé pour ses élevages de qualité: ovins, bovins, porc noir ... De plus la beauté de nos paysages, l'harmonie de notre piémont, de nos montagnes sont là pour illustrer le travail assidu de nos éleveurs.

Ces mêmes éleveurs ne peuvent vivre de leur métier que s'ils se rémunèrent correctement en vendant le fruit de leur labeur : « la viande locale de qualité et si possible en circuit court ».

Pour cela il faut que le complément à l'élevage existe, bien géré, performant, structuré comme un service au public : l'abattoir.

Ici dans le 65 l'abattoir de Bagnères de Bigorre vient de fermer et ce jusqu'en janvier 2025 dans le meilleur des cas. Sa relance, si la ville de Bagnères de Bigorre met à disposition les locaux et l'outil, va nécessiter un lourd investissement en temps pour les éleveurs qui vont s'engager dans le tâcheronnage (participation aux opérations

d'abattage en plus d'éleveurs) et en argent pour tous les autres acteurs du redémarrage. Tous concernés, éleveurs, bouchers, élu.e.s ,citoyen.ne.s consommateurs du 65 .

Nous voulons nous nourrir sain et local, au prix juste pour l'éleveur comme pour le consommateur. Ce sont nos Hautes-Pyrénées qu'il faut défendre. Pour cela toutes les Communautés de communes du 65, ainsi que le Conseil Départemental doivent apporter leur juste contribution financière à la relance de l'abattoir de Bagnères de Bigorre .

## **Accord UE-Mercosur : les accords de libre-échange, un danger pour le revenu des agriculteurs et paysans**

En février 2024, au plus fort de la mobilisation du monde agricole qui alertait entre autres, sur les dangers que les accords de libre échange faisaient porter sur le revenu des agriculteurs et paysans, le président de la République annonçait que la commission européenne avait "stoppé" les négociations avec les pays du Mercosur. En réalité, ces négociations n'ont jamais cessé.

### **Les accords de libre-échange, un danger pour la démocratie**

Les négociations se déroulent en ce moment, et cela dans la plus grande opacité, derrière des portes closes, sans que ni les parlementaires, ni l'opinion publique, ni les citoyens et les organisations de la société civile ne soient informés de leur contenu, pas plus par la Commission européenne que par le gouvernement français.

L'accord UE-Mercosur n'est donc pas abandonné mais au contraire pourrait être prochainement finalisé au détriment des bons emplois, de l'activité agricole et industrielle, des productions de qualité, du climat et de la biodiversité, des droits humains et sociaux.

### **Face à ce coup de force nous demandons au président de la République de**

- clarifier la position française au niveau européen et d'expliquer les mesures qu'il va prendre pour que ces négociations soient arrêtées
- construire une minorité de blocage avec d'autres pays européens critiques sur ces accords
- exiger et obtenir un réexamen du mandat de négociation dont la Commission européenne dispose.

## **Mobilisation**

Seule une mobilisation des agriculteurs, des paysans, des consommateurs, des citoyens, des élus qui sont censés les représenter permettra d'influer à chacun de ces trois niveaux visés, local, national, européen.

## **Respectueuse des Agriculteurs, des Paysans, de la Terre, du Vivant, du Climat, des Droits humains, une autre agriculture est possible.**

France Insoumise des Hautes Pyrénées  
[franceinsoumise65@gmail.com](mailto:franceinsoumise65@gmail.com)